

Brétigny, le 4 juin 2012

Madame, Monsieur,

Vous avez eu l'amabilité de m'adresser récemment à moi en tant que candidat du Parti Socialiste et de la Majorité Présidentielle aux élections législatives. Permettez moi donc de répondre aujourd'hui à quelques une de vos questions.

En ce qui concerne les nouveaux couloirs aériens tels qu'ils sont été redéfinis par la ministre d'alors Nathalie Kosusko-Morizet et après avoir assisté à plusieurs réunions organisées par les associations de défense des riverains du sud Essonne, notamment le collectif Cnard j'ai acquis l'intime conviction que tant sur le fond que sur la manière de faire, ces changements ne se justifiaient pas, sauf à considérer que la volonté cachée de l'ancienne majorité était de préparer l'extension massif de ces couloirs aériens pour tripler le volume des rotations sur Orly. Mais si tel était le cas il nous faudrait faire preuve de beaucoup de fermeté et d'autorité pour éviter une telle évolution.

Si je suis convaincu que l'immobilisme ne mène à rien et qu'il faut bien prendre en compte la réalité du développement du trafic aérien, je suis fermement partisan d'un dialogue réel entre tous les acteurs, populations, élus, usagers. Toute décision, modification, changement de réglementation entraînant des conséquences de cette ampleur sur la vie de tous les jours ne sauraient être prise sans que de réelles analyses soient menées avec toutes les populations concernées.

Dans ce cas précis il faut revenir pour l'instant à la situation antérieure puisque cette modification des couloirs, on le sait aujourd'hui à eu pour conséquence première une hausse de la pollution non seulement dans notre circonscription, mais aussi dans l'ensemble de la région Île-de-France. C' est ce message là que je porterai à l'assemblée nationale.

Par ailleurs je tenais à vous informer que dès ma première année de mandat de Conseiller général du canton de Brétigny, je me suis élevé contre le projet de décharge de St Escobille ! Je faisais parti de la délégation d'élus en colère qui ont été reçus par le Préfet en 2008 avec notamment la sénatrice Claire-Lise Champion. La plateforme de Vert le Grand pouvant traiter les déchets que l'on voudrait implanter au beau milieu de notre sud ESSONNE, sans prendre le temps d'évaluer les risques encourus par la nappe phréatique de la Beauce, élément fondamental de l'équilibre de notre écosystème francilien, est tout à

fait déraisonnable et ne se justifie en rien, si ce n'est par la volonté de faire plaisir à de grands groupes industriels au détriment des populations locales et des réalités économiques de notre département. Donc vous pouvez compter sur moi pour m'opposer farouchement à ce projet.

La requalification de la N20 est un sujet important de notre circonscription et pour en être un usager quotidien je n'ignore en rien les problèmes posés.

Je siège, en tant que Conseiller général, au syndicat de la RN 20. Si l'idée d'un transport en site propre entre Boissy sous St. Yon et Massy est à l'étude, mettant le sud de l'arpajonnais à 20 minutes du noyau de transports de Massy, j'ai conscience que cela ne règle pas toutes les problématiques que l'on rencontre au sud d'Étigny et jusqu'à Étampes.

Il faut notamment tout faire pour détourner les poids lourds qui, pour ne grand part vont rejoindre les zones des Ullis et le pôle d'Orly, de cet axe de circulation.

La gratuité de l'autoroute A10 au péage de Dourdan et la mise en place d'une taxe carbone sur les poids lourds empruntant cet axe et dont nous avons voté le principe au Conseil général devrait nous y aider. Mais là encore il convient de privilégier la concertation et les analyses d'impact précises sur l'ensemble de nos territoires aux réalités parfois contradictoires par rapport à ce problème et je pense notamment aux petites communes du sud du département et de la circonscription qui, aujourd'hui sont effrayées à l'idée de voir leurs petites routes envahies par files de poids lourds qui chercheraient à rejoindre l'A10 à Dourdan.

Bref vous l'aurez sans doute compris, je suis pour un examen global de ces problématiques et pas à la découpe, secteur par secteur, ce qui conduit toujours à des solutions partielles, généralement frustrantes pour le plus grand nombre et inadéquates.

J'ai aussi participé à plusieurs réunions autour du projet POCL qui, si il est vital sans doute pour le désenclavement du massif-central, ce qui reste à vérifier, ne doit pas se faire au détriment de notre territoire. Mais peut-être est-ce aussi le moment de remettre en cause cette politique du tout TGV qui, depuis des décennies, a eu pour conséquence un manque d'investissement dans les réseaux locaux et notamment sur le réseau RER entraînant les dysfonctionnements que l'on constate trop souvent !

À l'heure de la dématérialisation et du télé travail, la notion même de grande vitesse doit pouvoir être questionnée tant les investissements pour l'élaboration d'une telle ligne sont importants et parfois dévastateurs pour notre environnement.

Mon activité de Conseiller du Président de l'Agence des espaces verts, m'a par ailleurs donné une grande proximité avec la chambre d'agriculture et les Safer avec qui je travaille au quotidien à préserver les périmètres agricoles et boisés périurbains. C'est donc une attention toute particulière que je porte à ces thématiques à la fois environnementales mais aussi économiques, puisque il faut le rappeler, les agriculteurs sont aussi et avant tout des dirigeants de PME. La forêt d'Étigny comme celles de Cheptainville, de Saint-Vrain et du Parc des Joncs-Marins de Brétigny font parties des terres gérées par l'AEV sur notre territoire.

Si ces sujets sont bien entendu au cœur de mon engagement et ce depuis bien avant cette période électorale, je n'en oublie pas moins l'importance qu'il faut donner à une réelle politique du logement. Pour l'avoir douloureusement expérimenté je connais les difficultés quotidiennes de ceux qui, toujours plus nombreux, se retrouvent sans un toit décent au dessus de leur tête, travailleurs pauvres contraints de vivre dans leurs véhicules, familles au bord de l'exclusion, jeunes, parfois en couple, parfois avec enfants, repoussant au delà des limites du raisonnable la décohabitation faute de moyens, faute de logements disponibles. Une grande loi sur le logement devrait voir le jour à l'automne et je compte bien

faire entendre la voix particulière qui est la mienne dans ce débat. Développer la mixité sociale en respectant les particularités de chacune de nos villes n'est pas utopique, cela demande simplement un peu de pragmatisme, d'ouverture d'esprit et une volonté politique forte.

Développer l'activité économique de proximité est aussi un défi que nous devons relever, parce que nous avons besoin d'emploi, parce que nos enfants ont besoin de travailler, mais aussi parce que la qualité de vie que nous avons choisie en nous éloignant de Paris se heurte quotidiennement aux galères des transports en commun qui allongent trop souvent d'interminables temps de parcours.

En matière de santé, comme en matière de logement, il y a aussi urgence. J'ai été durant trois années Conseiller général délégué à la prévention santé, je représente le Conseil général au sein de l'Agence Régionale de Santé, je préside le Conseil de surveillance de l'Etablissement Public de santé Barthelemy-Durant qui regroupe les deux tiers la psychiatrie du département, j'ai siégé dans les conseils d'administration des hôpitaux de Dourdan et d'Etampes pour y porter la voix du département durant la fusion des établissements et m'assurer du respect de la permanence des soins sur ces deux territoires. Cet engagement a conduit la Fédération Hospitalière de France à me désigner comme son représentant dans l'Essonne et c'est tout naturellement que je me suis investi dans tous le département de Juvisy à Draveil, en passant par Champcueil contre les fermetures de lit. Et c'est tout naturellement que je me bats pour la sauvegarde du centre de consultation médicale de l'ex base 217 de Bretigny.

Vous l'aurez compris sans doute, je ne conçois pas le combat politique sans une action de terrain, au plus proche des réalités, dans le dialogue et la concertation. Cela demande parfois un peu plus d'énergie et de disponibilité mais c'est aussi un gage d'efficacité. Je veux être un député proche de sa circonscription et de ceux qui l'animent.

C'est pour ça qu'une fois élu, je me donnerai le temps de rencontrer les associations comme la votre pour échanger sur ces sujets et partager vos réflexions.

Plus qu'un engagement, c'est une méthode de travail que je vous propose.

Soyez assurés de mon plein dévouement.

Michel POUZOL